

« Une contagion inévitable »

Synthèse du Forum des dirigeants des banques africaines à Paris.

Le Club des dirigeants de banques et établissements de crédit d'Afrique n'a pas attendu le forum de juin à Paris (22 et 23 juin 2009) pour se préoccuper de la crise financière actuelle, devenue une crise économique. Il avait inscrit sa rencontre de février sur le même thème, attendue que celle-ci pouvait avoir des répercussions sur les banques et les économies africaines.

Mais alors qu'en février, à Lomé, les opinions divergeaient sur l'impact possible de cette crise, avec une certaine opinion ambiante consistant à se réjouir d'un faible impact sur les banques africaines, du fait de leur insuffisante intégration à la finance mondiale, le forum de Paris allait, quelques mois après Lomé, offrir une autre perspective : celle d'une contagion inévitable allant toucher inéluctablement les banques, à mesure que la crise financière se mue en crise économique.

Trois canaux de transmission

C'est pourquoi Estelle Brack, responsable des Affaires internationales dans la Fédération bancaire française, parlant des données de la crise, est partie de sa naissance aux Etats-Unis, avant de gagner la sphère financière européenne, et puis la sphère globale, *via* trois canaux de transmission

- la crise de confiance qui avait fini par toucher l'ensemble des agents économiques, conduisant les banques à ne pas se prêter entre elles, alors que les ménages, par crainte du chômage, accroissaient leur épargne de précaution
- l'accès au crédit qui devenait plus coûteux et difficile, conduisant les prêteurs, confrontés à un risque de défaut accru, à faire payer plus cher les emprunteurs, à défaut de refuser purement et simplement de leur prêter
- la baisse de la demande qui allait entraîner une contraction du commerce mondial, propageant la crise à l'ensemble de l'économie mondiale.

Success-stories bancaires

Sur les conséquences de cette crise en Afrique, l'on répugnera avec Dhafer Saidane, économiste tunisien et auteur de *La finance islamique à l'heure de la mondialisation*, à y voir une crise, mais plutôt des dangers imputables à une crise mondiale, pourtant prévisible à cause de l'accumulation de mauvaises pratiques, et des opportunités nées des changements en perspectives pour les banques africaines. Le bilan coût/avantage met côte à côte :

- d'une part la baisse des recettes, des transferts des émigrés, des IDE et du commerce régional, la baisse de la croissance du PIB de 50% en 2009 par rapport à 2008, et le risque d'impact négatif sur la qualité des actifs des banques africaines
- et d'autre part les « success stories » bancaires qui existent en Afrique, avec des banques qui ont démarré leur modernisation sur fond de rationalisation de la production et de maîtrise des coûts, de restructuration et recapitalisation des banques, de lutte contre la sous-bancarisation et de consolidation du maillage bancaire, avec toutefois une grande bataille bancaire qui se prépare entre Lagos et Casablanca.

Continent d'avenir

Il semble toutefois qu'au plan de la coopération bilatérale, les instruments qui avaient été mis en place en France, – notamment au travers de la convention de compte d'opérations avec les pays de la zone franc, dont les avantages, pas toujours bien perçus en Afrique, ont été présentés par Stéphane Cieniewski, ou au travers de l'Agence française de développement (AFD) –, sont demeurés inchangés malgré la crise, aux dires de Marc Dubernet et de Aude Flogny Catrisse, avec, pour ce qui concerne l'AFD, des ressources additionnelles vouées à accroître les moyens d'intervention de cette institution au travers de ses différentes filiales (Proparco, Ariz, etc.).

Il semble bien, en dépit du scepticisme ambiant, quelque peu justifié du côté de l'Afrique, que les effets de la crise sur les financements pourraient être amortis au moyen de ces derniers mécanismes, au rang desquels il faut par ailleurs citer « *la finance au service de l'Afrique* » de Stéphane Nalletamby, logée auprès de la Banque africaine de développement (BAD).

Au plan multilatéral, les décisions prises, notamment par le G20, pour l'Afrique, n'ont pas manqué de renforcer le scepticisme ambiant dans cette partie du monde, dont Christian de Boissieu dira qu'elle renferme cependant d'immenses potentialités qui en font un continent d'avenir.

L'essence de l'entreprise

Mais les Danois ont l'habitude de dire que « *sans règles, le globe sera bientôt hors de son orbite* ». D'autres, dans une Afrique encore et toujours spirituelle, disent que « *Dieu a créé la loi avant de créer le reste, et que s'il avait fait l'inverse, c'eût été le chaos* ». Ils ne croyaient pas si bien dire. On a fait confiance à l'autorégulation du marché qui, avec cette crise, a montré ses limites, administrant, du coup, la preuve, selon le professeur de Boissieu, qu'il faut réguler, mais de manière qualitative, puisque trop de réglementation tue la réglementation, avec à la clé une bonne et rigoureuse application de celle-ci, ce qui pose avec acuité la question de la « supervision », de la gouvernance, intégrant naturellement la question éthique. Comment dès lors occulter la question des ressources humaines ? Oliver Robert de Massy, DG du CFPB, et Alain Le-Noir, passionnés des ressources humaines, n'ont pas manqué d'établir, comme Hervé Series, que « *la formation est l'essence de l'entreprise* ».

Ce forum du Club des dirigeants de banques et établissements de crédit d'Afrique aura été, une fois de plus, un succès. Comment pouvait-il en être autrement avec l'implication de la Fédération bancaire française (FBF) et du Centre de formation de la profession bancaire (CFPB) ?

Mais il faut reconnaître que les banquiers ont fort à faire. C'est peut-être pourquoi il n'y en a pas encore un au Panthéon.

Dusseynou Sow
Secrétaire exécutif du Club